

GRIP

A quand la bombe atomique iranienne?

Le Groupement de recherche et d'information sur la paix et la sécurité à Bruxelles vient de publier une étude fouillée sur le nucléaire iranien, dont voici les principales conclusions.

Outre les résultats des inspections de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) d'autres éléments ont alimenté les craintes concernant la nature du programme nucléaire iranien. Premièrement, étant donné la longue histoire de recherche et développement en matière nucléaire, Téhéran a à sa disposition un grand nombre de scientifiques et d'ingénieurs très compétents qui pourraient aisément être employés dans le cadre d'un programme militaire.

Ensuite, depuis plus de 20 ans, le discours iranien s'est basé sur la dissimulation et l'ambivalence et a joué à merveille avec les failles du Traité de non-prolifération (TNP) ainsi qu'avec les inévitables dissensions entre les membres de la communauté internationale.

De plus, les progrès réalisés par Téhéran en matière d'enrichissement d'uranium ont été particulièrement rapides ce qui soulève des questions étant donné que, dans le cadre d'un programme civil, il ne devrait pas avoir besoin d'uranium faiblement enrichi avant une dizaine d'années.

Enfin, beaucoup d'observateurs s'inquiètent des progrès réalisés par l'Iran dans son programme balistique et du possible usage de ses missiles comme vecteurs nucléaires. (...)

Déjà en 1984, un journal ouest-allemand faisait état d'une fuite des services secrets locaux qui prédisait que l'Iran disposerait de la bombe endéans les deux ans. Plus tard, au milieu des années 90, le gouvernement des Etats-Unis estimait que Téhéran aurait une capacité nucléaire militaire pour 2000 et, en 1998, le Centre de commandement de l'armée américaine avançait la date de 2005.

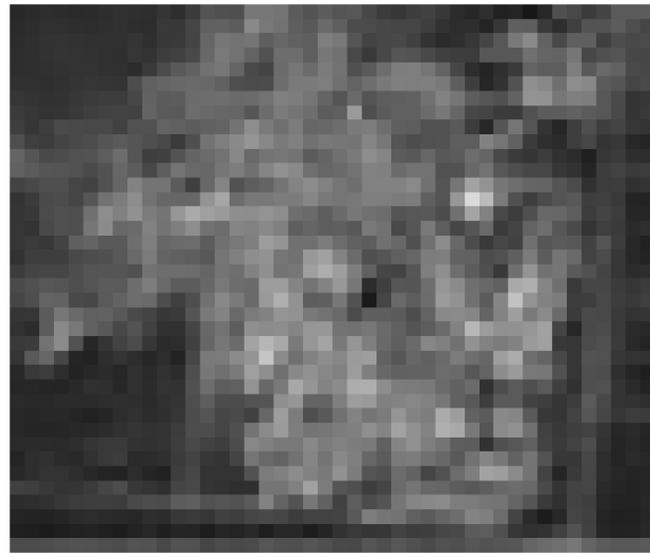
En 2000, la CIA déclarait même, sur base de l'opacité du programme nucléaire et de son impossibilité de connaître son étendue réelle, que Téhéran disposait déjà de l'arme atomique. En 2004, c'était au tour de l'Union européenne de donner une estimation allant de 4 à 6 ans.

Les estimations récentes

En 2005, les services de renseignement de l'armée israélienne proposèrent une fourchette comprise entre 2007 et 2009 et fixait le début du processus d'enrichissement de l'uranium à six mois.

Enfin, la même année, le "Washington Post" faisait état d'un rapport des services secrets américains selon lequel l'Iran aurait besoin de dix années supplémentaires avant de détenir l'arme atomique.

Parmi les études réalisées récemment par des centres



Sous haute surveillance: le site de Natanz en Iran.

(photo: Iranwatch)

de recherche, citons celle entreprise en mars 2007 par Frank Barnaby, ancien directeur du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), pour le compte de l'Oxford Research Group.

Il y souligne que l'Iran ne dispose pas encore du matériel fissile - uranium hautement enrichi (UHE) ou plutonium - nécessaire à la fabrication de l'arme atomique et que trois voies s'ouvrent à lui pour y parvenir.

(1) Utiliser de l'UHE produit dans l'usine d'enrichissement de Natanz. Pour cela, l'Iran devrait enrichir de l'uranium à hauteur de 90%. Ac-

tuellement, selon l'AIEA, Téhéran y a uniquement produit de l'uranium faiblement enrichi (UFE) à hauteur de 4,2%, soit à un niveau destiné à l'usage civil. Selon Barnaby, étant donné l'état d'avancement des constructions à Natanz et des compétences iraniennes actuelles en matière d'enrichissement isotopique et de maîtrise de la technologie de centrifugation, Téhéran ne serait pas à même de "commencer à produire l'UHE nécessaire à la fabrication d'une arme atomique avant au moins cinq ans". Toutefois, pour parvenir à ce résultat, il lui faudrait recevoir une assistance technique étrangère afin de purifier son uranium local apparemment contaminé par du molybdène ainsi que d'autres métaux lourds. Faute de cette aide, les délais n'en seraient que plus longs.

(2) Utiliser le plutonium généré par le réacteur de recherche à eau lourde d'Arak. Une autre possibilité qui s'ouvre à l'Iran est de chercher à utiliser du plutonium, sachant qu'il ne faut que 5 kilogrammes de plutonium pour fabriquer une arme atomique alors qu'environ 20 kg d'UHE seraient nécessaires. Dans cette optique, le réacteur d'Arak pourrait constituer une option intéressante. Néanmoins, sa mise en service ne devrait pas avoir lieu avant 2011 et il lui faudrait trois années supplémentaires pour produire le plutonium nécessaire.

(3) Utiliser le plutonium du réacteur à eau légère de Bushehr. Les récents différends entre l'Iran et la société russe chargée de la construction du réacteur à eau légère de Bushehr ont porté un coup certain aux ambitions de Téhéran. En effet, il est désormais sûr que la centrale ne pourra être mise en service en 2007.

Cependant, dans la perspective d'une diversion militaire, cette option était la moins réaliste étant donné que, contractuellement, le plutonium produit par le réacteur doit être rapatrié en Russie par Atomstroieksport, rendant ainsi très difficile un éventuel détournement.

En conclusion, la voie la plus directe vers une diversion militaire pour l'Iran serait celle de l'UHE qui lui permettrait éventuellement de disposer d'une arme nucléaire dans le meilleur des cas dans cinq ans. L'option du plutonium est également envisageable mais demanderait beaucoup plus de temps.

Toutefois, Frank Barnaby souligne qu'une attaque militaire contre les installations nucléaires iraniennes pourrait paradoxalement encourager Téhéran à obtenir l'arme atomique. En effet, l'Iran pourrait se retirer du TNP et de ses accords de coopération avec l'AIEA et opérer alors en dehors de tout contrôle international ce qui lui permettrait de détenir l'arme "en moins de deux ans".

Cette dernière analyse est semblable à celle réalisée en 2005 par l'International Institute for Strategic Studies qui envisageait l'acquisition de l'arme avant la fin de la décennie à condition que l'Iran cherche à l'obtenir le plus rapidement possible sans considération des réglementations internationales et sans rencontrer d'obstacles techniques majeurs.

La restauration de la confiance comme enjeu

Depuis plus de 20 ans, l'Iran développe un programme nucléaire qui est officiellement de nature exclusivement pacifique. Cependant, les inspections de l'AIEA conduites ces dernières années ont révélé que Téhéran avait dissimulé certaines de ses activités et ne s'était pas conformé aux accords de garanties qu'il avait signés. C'est pour cette raison que l'AIEA et le Conseil de sécurité des Nations unies ont demandé, à plusieurs reprises, une suspension des activités sensibles iraniennes afin de faire la lumière sur la nature de ce programme.

Les exigences de l'AIEA et de la communauté internationale tournent autour du même constat: dans l'état actuel des choses, il est extrêmement difficile d'avoir confiance en l'Iran. (...)

Si les dernières résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies prévoient la mise en place de sanctions internationales à l'égard de Téhéran, il faut souligner qu'elles contiennent également des dispositions de nature incitative, comme la promesse d'accords technologiques et économiques. Il faut espérer que cela soit la preuve que la communauté internationale ait compris qu'il restait encore du temps avant que l'Iran n'obtienne l'arme atomique et qu'une action militaire ne pourrait être que contreproductive.

En effet, aujourd'hui plus que jamais, la négociation dans la durée, portant notamment sur des garanties de sécurité pour l'Iran, est la seule voie qui permettra de dénouer la crise actuelle entre Téhéran et la communauté internationale.

L'étude complète peut être consultée sur le site www.grip.org

Contact: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
33, rue Van Hoorde,
B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20
Fax: +32.2.245 19 33,
Courriel: admi@grip.org

COURRIER DE LECTEUR

Alimentation sous haute surveillance?

La semaine passée le woxx avait présenté la campagne officielle contre l'obésité dans les lycées. Réaction d'un de nos lecteurs.

Permettez-moi quelques remarques à propos de l'article "alimentation sous haute surveillance" (woxx 896). Il est tout à fait louable que ce sujet soit ouvertement discuté dans les milieux écologiques et alternatifs. Seulement, il faudrait aussi s'éloigner des informations et messages conventionnels qui occupent la scène dans cette discussion et qui, à force de conseils vagues ("meilleure alimentation et activité physique régulière") sinon contradictoires, finissent par désorienter ou par irriter les gens.

Ainsi faut-il regretter que votre article reproduise un certain nombre des poncifs les plus éculés et scientifiquement fantaisistes mais qui ont la vie d'autant plus dure qu'ils sont véhiculés par les milieux économiques intéressés: que ce soient les acides gras saturés, le cholestérol, la "civilisation du bureau", les aliments "trop gras", tout cela permet de voiler l'essentiel et de ne pas nommer les véritables coupables. C'est toujours la même stratégie: on

isole, selon la mode du moment, un élément donné (le cholestérol, le magnésium, le taux d'acidité ...) pour ne pas avoir à affronter le problème dans son ensemble.

Le même esprit de réduction ressort de la façon de ne considérer que la seule obésité, qui pourtant n'est qu'un exemple (particulièrement visible, c'est vrai) des nombreuses maladies civilisationnelles dues à l'alimentation. Là encore, vous ne montrez pas les rapports entre notre alimentation dénaturée et les nombreuses dégradations de la santé. A contrario, le fait de ne pas avoir de surpoids ne prouve nullement que votre alimentation est bonne ni que vous êtes à l'abri de la maladie. Vous pouvez bouger autant que vous voulez, si vous ne changez rien à l'alimentation industriellement transformée, la maladie vous rattrapera. Est-ce un progrès de souffrir du diabète, de troubles de l'appareil digestif plutôt que de cette "inesthétique" obésité? En attendant, des lobbies bien intéressés

comptent nous vendre du mouvement: cela arrange leurs affaires tout comme celles du business agro-alimentaires.

Pourquoi refuser de "culpabiliser certains aliments", comme c'est le cas d'un psychiatre français cité dans votre article? Qu'on nous livre alors les informations indispensables et qu'on les place dans leur véritable contexte signifiant de sorte que le lecteur puisse lui-même décider comment s'appellent les véritables coupables et agir de manière responsable. L'argument est le même que celui produit par de nombreux médecins du fait ignares du rôle de l'alimentation dans la pathogénèse: cela ne servirait de toute façon à rien puisque les patients n'en continueraient pas moins sur la voie de leurs mauvaises habitudes. Est-ce vraiment une raison suffisante pour négliger la "Aufklärung", une éducation publique indépendante des pouvoirs économique et médiatique jumelés?

Le sujet sera de plus en plus brûlant, dans la mesure où la santé publique ne cesse de se dégrader. Cela demande beaucoup de courage et beaucoup de lucidité pour agir dans ce domaine où les pouvoirs publics et médicaux ont abdicé depuis bien longtemps.

Pierre Gerges